

En marge des ccords d'Arusha

Après le Burundi, le Rwanda confirme son option à la démocratie

Le Zaïre traine encore les pieds

Mercredi 4 août 1993 à Arusha en Tanzanie. Une date et un événement pour les Rwandais : signature par le président Habyarimana et Alexis Kagame du FPR des accords de paix au Rwanda après près de 3 ans de guerre civile. Entre autres résultats de ce concert diplomatique, la formation au 32^e jour de ces accords d'un gouvernement de véritable transition ouvert au FPR/Inkotanyi. La formation d'une armée nationale où seront injectés les éléments du FPR. Juvénal Habyarimana a donc agréablement surpris, laissant son homologue zaïrois Mobutu tout seul dans son isolement et son entêtement, Ndadaye ayant déjà été démocratiquement élu président du Burundi, pays membre de la CEPGL et promis d'en finir avec les vieux conflits ethniques Hutu-Tutsi.

Pour un leader de la sous-région des Grands lacs, le Zaïre doit amorcer une nouvelle voie démocratique et suivre l'ensemble de pays voisins sortis du gouffre socio-politique grâce à la maturité de leurs peuples respectifs. Le pays du Maréchal en retard patauge dans d'interminables négociations après l'organisation et la clôture d'une CNS qui avait pourtant démarré 2 mois avant le déclenchement de guerre au Rwanda. En effet, pour passer leader, notre pays ne devait pas continuer à jouer son rôle de déstabilisateur dans la région de la CEPGL que certains observateurs ont vite qualifiée de "club ou syndicat de 3 présidents" pour avoir échoué la concrétisation de la solidarité régionale des peuples. Depuis sa création en 1976, la CEPGL connaît d'énormes problèmes économiques et politiques. Elle n'a pu atteindre un de ses grands objectifs : l'intégration économique des Etats membres. Ce qui la rabaisse par rapport à l'OBK et à la ZEP. Ses grandes caractéristiques, selon son secrétaire exécutif M. Salvator Matata sont : l'instabilité politique et la récession économique ; avec un montant d'impayés par la BDEGL, sa banque de développement, estimé fin 1992 à quelque 5.300.000 DTS, par manque de liquidité. Si au Rwanda Habyarimana n'a pas attendu l'arrivée de la force internationale d'interposition qui allait assurer la sécurité à Kigali la capitale,

au Burundi, Ndadaye est décidé à enterrer à jamais le conflit ethnique et à enrayer le spectre du génocide. Evoquant ses objectifs prioritaires de la politique internationale du "Burundi nouveau", il a même assuré aux Zaïrois et aux Rwandais qu'il contribuera de son mieux au maintien de la paix et au déroulement rapide et normal du processus de démocratisation au Burundi comme dans les 2 pays voisins. "Nous nous sentons en sympathie avec toutes les forces qui se battent pour la démocratie et la liberté, de même nous restons attachés au renforcement des organisations internationales et demeurons convaincus que c'est la faiblesse de ces organisations (OUA, CEPGL) qui fait que certains conflits ne trouvent pas d'issue". Mobutu lui, veut gagner du temps par des négociations en dents de scie pendant que les parties plusieurs fois appelées à raccorder leurs violons se sont séparées, 3 ans déjà, dos à dos : ni vainqueur ni vaincu sauf le peuple rongé par la misère depuis le 24 avril 1990.

Depuis l'élection de M. Ndadaye à la présidence de la République du Burundi, la tension politique monte au jour le jour dans la communauté civile et militaire tutsi. Marche des étudiants tutsi pour manifester leur mécontentement et dénoncer l'ethnisation des élections présidentielles et législatives. Un putsch manqué le 16 juin dernier suivi d'un démenti du ministre Ngeze et du chef d'Etat-major des forces armées. Un second "coup d'Etat" avorté, celui de la nuit du 3 au 4 juillet 1993 qui s'est terminé par l'arrestation de deux officiers parmi les putschistes du camp Muha (2^e bataillon commando), en l'occurrence de lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, directeur de cabinet du président sortant Pierre Buyoya et le major Busokoza. Mais ce n'était qu'un coup d'épée dans l'eau. La cérémonie d'investiture a constitué, en elle-même, une preuve que les données socio-politiques sont en train d'être modifiées sensiblement. Ensuite, il y a la nomination de Mme Sylvie Kinigi d'origine tutsi en qualité de Premier ministre qui confirme la démarche du président Ndadaye. Laquelle démarche s'inscrit dans l'esprit

de réconciliation et de l'unité nationale. Sur les 23 membres du cabinet, 7 sont tutsi et quelques ministres sont de la diaspora du Rwanda et du Zaïre. Le marketing politique concocté par le président sortant Pierre Buyoya était au rendez-vous le 10 juillet 1993. C'est en présence de Mobutu Sese Seko du Zaïre, Juvénal Habyarimana du Rwanda et Ali Hassan Mwinyi de la Tanzanie que la passation du pouvoir entre Buyoya et Ndadaye s'est effectuée. Une cérémonie haute en couleurs. Ainsi donc, 6 ans après sa prise de pouvoir par un coup d'Etat, Pierre Buyoya le cède à un successeur démocratiquement élu : Melchior Ndadaye.

Une page de l'histoire burundaise vient d'être tournée à la satisfaction de son peuple et de ses dirigeants. Mais, Buyoya a été l'homme le plus heureux. En cherchant à transformer sa défaite - que les "Badasigena", ces trop influents membres du parti Uprona, pleurent à chaudes larmes - en une victoire démocratique, Buyoya n'a pas moins manqué sa sortie. N'a-t-il pas déclaré ce jour-là à la face du monde que l'événement de la passation de pouvoir peut être considéré comme un pas on ne peut plus important franchi par le Burundi en matière politique ? Son pays en tire une grande respectabilité dans le concert des nations. Pour Buyoya, ses successeurs héritent d'une situation moins grave. "Nous leur laissons un pays plutôt digne et respecté dans le concert des nations", conclut-il. Le moins que l'on puisse dire est que Ndadaye, qui prend les rênes de pouvoir au Burundi, doit examiner la question de l'unité nationale. Donc de la réconciliation et sonder sans fioriture le degré du fanatisme ethnique dans la classe des affaires ainsi que dans les institutions ayant en charge la Justice, la Défense nationale et la Fonction publique pour éviter un quelconque dérapage. C'est à ce prix seulement que le nouveau chef de l'Etat saura garder le développement économique et social à un niveau, comme l'a insinué Buyoya dans son discours, qui permet la population de subvenir à ses besoins. Et les organismes internationaux - dont la Banque mondiale, le FMI et la CEE

- sont prêts à aider le Burundi dont le Premier ministre était une figure bien connue dans le cabinet sortant et dans leurs couloirs en sa qualité de ministre de Plan et développement.

Dans le souci de diversifier ses sources d'informations et après l'investiture du nouveau chef d'Etat, Melchior Ndadaye, JUA est allé vers la diaspora burundaise du Sud-Kivu d'où

est sorti le ministre de la Justice, M. Fulgence Dwima Bakana, pour recueillir leur avis sur le tournant historique et démocratique du Burundi. Le porte-parole des réfugiés burundais hutu de Bukavu, M. Tumagu Hakiz'Imana s'est ainsi prêté aux questions du journal.

Imata Raphaël Déwen

Buyoya laisse à Ndadaye un pays digne

Jua : Que représente pour vous la victoire de Melchior Ndadaye à la présidence de la République du Burundi ?

Tumagu : La victoire de M. Ndadaye Melchior aux présidentielles du 1^{er} juin 1993 est celle de tous les Burundi. Trois candidats, trois programmes. Le peuple a tranché en optant pour le candidat dont le programme politique donne des espoirs et rassure. C'est donc le meilleur qui a gagné. La victoire de Ndadaye est celle des sans-voix dont il s'est présenté comme porte-parole, c'est la victoire du menu peuple sur la dictature, c'est la victoire de la liberté. Le 1^{er} juin 1993 marque l'écroulement d'un mythe que la classe féodale avait longtemps et savamment entretenu sur fond de rivalités ethniques. C'est sans nul doute la date la plus historique du Burundi car elle ouvre le peuple sur la voie de l'épanouissement profond, met fin aux complexes et à la peur. C'est la date de l'indépendance véritable. Cette victoire est aussi celle des peuples de la CEPGL dont la libre circulation et le libre séjour au Burundi étaient soumis à des brimades et tracasseries de tous genres. Aujourd'hui, Zaïrois, Rwandais et Tanzaniens pourront circuler librement dans les quatre horizons de ce pays et y découvrir le peuple resté longtemps refoulé sous ses bananiers. Car, beaucoup d'étrangers ne connaissent de ce pays que la ville de Bujumbura que les Tutsi avaient rêvée d'enclaver réservée.

Jua : Ndadaye au pouvoir, nous pensons que les réfugiés hutu vont rentrer au Burundi. Le transfert de ceux de la Plaine de la Ruzizi vers Mwenga devient un faux problème. Peut-on s'attendre à une nouvelle race de réfugiés burundais au Kivu ?

Tumagu : Le transfert des réfugiés pour quoi faire ? Ils ne mettent personne en péril. Le régime tutsi brandissait l'épouvantail du réfugié pour voiler sa criminalité. Les réfugiés ont été les premiers à bondir de joie à l'annonce des résultats qui parlent : les Burundi ne veulent plus que leurs enfants, où qu'ils se trouvent, soient pourchassés comme du gibier et ils ont mis le chasseur pacifiquement à la retraite. Les réfugiés attendront patiemment que l'ancien système des choses évolue positivement pour qu'ils regagnent leurs terres et leurs maisons. Entre-temps, ils observent avec optimisme. Le rapatriement de 300.000 personnes, dont les biens et terres de certains ont été spoliés par les Tutsi qui n'étaient pas dans le besoin, n'est pas une mince affaire que M. Ndadaye et son équipe devront résoudre. Cela prendra assurément beaucoup de temps car il faudra éviter l'improvisation et la précipitation des mesures à prendre.

Imata Raphaël Déwen

Carotte et bâton pour les Somaliens en détresse

Venus reconforter les Somaliens en passe de mourir de faim, les 30.000 soldats de la force multinationale, dont la majorité américaine a quitté le sol somalien, s'enlissent dans un guépier, une guerre sans nom.

Alors qu'en coulisse se prépare le désengagement américain pour laisser l'opération "Restore hope" entre les mains des armées tiers-mondistes, un dangereux dérapage se profile à l'horizon. Après l'échec prévisible de la rencontre d'Addis Abeba entre les "chefs de guerre" somaliens en vue d'un partage de pouvoir et de donner à l'Etat somalien en décomposition des institutions crédibles, les observateurs s'accordent à dire qu'il est bien difficile de mettre d'accord ces rapaces sur le partage

du butin abandonné par Siad Barre.

L'un des chefs de guerre qui a investi le Sud de Mogadiscio et une bonne partie du pays, le général Farah Aidid affiche des allures d'un "conquistador" sur le terrain. Ce "pistolero" africain régent la vie politique. Car, c'est lui qui a pesé de toutes ses armes pour accepter la présence onusienne en Somalie. C'est également lui qui a ouvert les pistes de Kismayo Bardera aux forces multinationales, en dépit de la présence moins ostentatoire de son principal rival : Ali Madhi Mohamed.

Voilà que le 5 juin, une escouade de l'armée pakistanaise faisant partie des forces de l'ONU tombe dans une embuscade. Le bilan de cette opération de police pour nettoyer les caches d'armes du tout puissant Aidid

est lourd : 23 soldats pakistanais tués. Cependant, l'enquête n'a pas permis d'établir les circonstances de ces tueries. Que l'on a attribuées au général Aidid. Une telle bavure ne peut passer sans correction. Car, il y a eu morts d'hommes et que les soldats de l'ONU se trouvent en Somalie pour distribuer l'aide humanitaire convoitée si pas volée par les seigneurs de guerre et leurs zouaves. Au lieu de distribuer les carottes, l'armée onusienne se trouve bien obligée à administrer des bâtons sur les têtes des Somaliens. La première personne à subir cette humiliation est le général Aidid dont le QG a été réduit en poussière. Il faut le mettre hors d'état de nuire et même juger le général "rebelle". Clinton s'est substitué à Bush !

Au départ, l'ONU s'est appuyée

sur ce "rebelle" pour réussir son opération. Voilà à présent, l'on doit l'utiliser comme marchepied pour parvenir à assujettir une population. Qui considère de plus en plus la tournure prise par les événements comme une ingérence dans ses propres affaires. Surtout que les soldats pakistanais avaient décidé de tirer sur les manifestants. Qui protestaient contre l'ONU à Mogadiscio. 15 personnes tuées pour rien. En guise, dit-on, des représailles contre les Somaliens et pour se dégager de l'étau des manifestants, soutiennent les militaires pakistanais dont les chefs seront, dit-on, traduits en justice.

Demain peut-être, les ONG vont reprendre la distribution des vivres et médicaments. Après demain, les écoles pourront rouvrir leurs portes.

L'ONU était donc au bord du ridicule lorsqu'elle avait donné les garanties pour ramener la sécurité afin de distribuer l'aide humanitaire. Les gendarmes du monde, en tête les USA, s'étonnent de voir comment une opération humanitaire se transforme en un débat politique de remise en question. Car, aujourd'hui, les "chefs de guerre", ayant gavé leurs hommes des troupes des dons, se sentent en mesure d'affronter n'importe qui. Fut-il le saint sauveur d'hier. Histoire du fils adoptif qui s'est dressé contre "l'Oncle Sam", pourvoyeur de l'ONU. Il y avait du Brutus dans ce général Aidid. Il est un fauve avec une mémoire d'éléphant ! Le Vietnam n'est pas loin.

Eyenga Sana